

**SOMMAIRE****ENERGIE – CLIMAT**

- Le Gouvernement est mal parti pour atteindre la neutralité carbone d'ici 2050
- National Grid évoque un risque de pénurie de gaz au RU en cas de *no-deal*
- L'Ofgem propose de réduire les coûts de raccordement d'Hinkley Point C au réseau d'électricité

ENVIRONNEMENT

- Une nouvelle loi dans le domaine de l'environnement déposée au Parlement
- Le Gouvernement renforce son action en matière de protection de la biodiversité

TRANSPORT

- La franchise ferroviaire Northern est sur le point d'être nationalisée
- 4 compagnies maritimes vont recevoir 86M€ pour de nouveaux services en cas de no deal

NUMERIQUE

- Le gouvernement s'associe à l'entreprise Arm et investit 36mn€ pour mieux résister aux cyberattaques
- Hull devient la 1ère ville intelligente britannique grâce son propre système d'exploitation
- L'Université de Bristol veut créer un centre d'innovation en technologies quantiques
- Londres cartographie ses conduits souterrains

SERVICES PROFESSIONNELS

- Les allégations de harcèlement sexuel sont à un niveau quasi-record dans les cabinets d'avocat londoniens
- Les PMI des services indiquent une dégradation de l'activité en septembre

REGIONS

- Les prévisions de croissance en Irlande du Nord ont été révisées à la baisse en 2019 et 2020

INDUSTRIE

- Dyson abandonne son projet de commercialiser son propre véhicule électrique

FAIT MARQUANT : Le Gouvernement britannique prend de nouvelles mesures pour lutter contre le réchauffement climatique jugées insuffisantes par les observateurs

Ces [nouvelles mesures](#) visent à répondre aux préconisations du *Committee on Climate Change* (CCC) qui avait appelé le Gouvernement au printemps à aller plus vite et être plus ambitieux en matière de lutte contre le réchauffement climatique. Le Gouvernement a adopté en juin l'objectif de neutralité carbone d'ici 2050 et pris le 15 octobre plusieurs mesures complémentaires en matière d'efficacité énergétique, de décarbonation dans le secteur des transports et de gouvernance entre ministères. L'efficacité énergétique des logements commerciaux via le lancement d'une consultation sur la mise en place d'un standard de classe B pour tous les locaux commerciaux d'ici 2030, l'adoption d'une méthode unique de mesure de la performance énergétique et le déploiement d'infrastructures de stockage de l'énergie sont notamment mentionnés. Un accent sera porté aux transports avec le lancement du *Transport Decarbonation Plan* qui concernera tous les modes de transport. Il devrait être publié en 2020 et comprendra des pistes d'action visant à atteindre la neutralité carbone en 2050. La stratégie nationale pour les infrastructures devrait aussi apporter certains éléments nouveaux cet automne.

ENERGIE - CLIMAT

Le Gouvernement est mal parti pour atteindre la neutralité carbone d'ici 2050 - selon un rapport commandé par le *Committee on climate change* à des chercheurs de [l'Imperial College London](#), le RU doit prendre des mesures

urgentes pour changer les comportements s'il souhaite atteindre la neutralité carbone d'ici 2050 et respecter ses cibles de baisse d'émissions d'ici 2025 (- 51%) et 2030 (-57%). Le rapport pointe les efforts qui doivent être consentis par les particuliers (responsable des ¾ des émissions) et le rôle du Gouvernement pour créer les conditions d'un changement de comportement drastique dans les domaines des transports (taxation sur les billets d'avion, remise en cause des avantages pour les voyageurs fréquents), de l'efficacité énergétique (réduction de la TVA sur les pompes à chaleur hybrides, extension du dispositif *renewable heat incentive* qui récompense financièrement les particuliers qui installent des systèmes de chauffage issus des énergies renouvelables) et de l'alimentation (mise en place d'un menu vegan tous les jours dans les écoles, programmes de formation pour la cuisine végétarienne et de financements dans la recherche d'alternatives aux produits à base de viande et de lait créant ainsi les conditions d'une « *new protein economy* »).

National Grid évoque un risque de pénurie de gaz au RU en cas de *no-deal* – National grid qui gère le réseau de transmission de gaz et d'électricité au RU et veille à ce que l'offre corresponde à la demande a pour la première fois évoqué [un risque](#) de pénurie de gaz en cas de *no-deal*. Cette pénurie, toutefois très improbable, serait liée à plusieurs facteurs : arrêt de la transmission de gaz via les deux interconnecteurs reliant le RU à la Belgique et aux Pays-Bas (le RU en tant que pays tiers ne serait plus prioritaire), forte demande en cas d'épisode de froid ou de problèmes techniques sur les infrastructures de gaz. Le RU qui importe ¼ de ses ressources en gaz depuis la Belgique et les Pays-Bas pourrait augmenter ses approvisionnements en gaz naturel liquéfié (GNL) venant par cargo des Etats-Unis ou du Qatar qui sont ses deux principaux fournisseurs. L'approvisionnement en GNL ferait toutefois face à deux inconnues en période de forte demande notamment asiatique (fiabilité des délais de livraison - il faut 6 jours à un cargo pour rejoindre le RU depuis les Etats-Unis et le Qatar et les coûts supplémentaires possibles pour les consommateurs).

L'Ofgem propose de réduire les coûts de raccordement d'Hinkley Point C au réseau d'électricité – [le régulateur britannique](#) a indiqué par communiqué de presse qu'il entendait réduire les coûts de raccordement de la centrale nucléaire HPC (en cours de construction) au réseau d'électricité. L'Ofgem pourrait accorder 637M£ à *National Grid Electricity Transmission* (NGET) pour construire le lien de raccordement et non 717M£ comme demandé par NGET. L'Ofgem évoque deux facteurs pour justifier cette baisse : des coûts liés à la prise en compte du risque trop importants et des coûts de constructions supplémentaires liés à de nouveaux pylônes trop élevés. NGET financera l'investissement qui sera ensuite remboursé par les clients via leur facture d'électricité pendant 45 ans. Le prochain « cadre de contrôle des prix » pour le réseau de transmission et de distribution [RIIO-2](#) sera effectif à partir du 31 mars 2021 jusqu'en 2026. Il devrait conduire à des taux de rendement inférieur pour les investisseurs, des coûts en capital inférieur et in fine diminuer la facture des consommateurs. La décision finale de l'Ofgem sur le coût final devrait intervenir à l'issue d'une consultation de 6 semaines.

ENVIRONNEMENT



Une nouvelle loi dans le domaine de l'environnement déposée au Parlement – comme annoncé par [la reine](#) dans son discours devant les deux Chambres du Parlement, [une grande loi sur l'environnement](#) « *Environment bill* » a été déposée au Parlement le 15 octobre. Elle doit traduire dans l'ordre législatif interne des règles et principes jusqu'alors largement européens notamment en matière de gouvernance et de responsabilité environnementale et remplacera la dernière grande loi dans l'environnement qui a désormais 20 ans. Les priorités porteront sur l'amélioration de la qualité de l'air, de l'eau, la lutte contre les déchets plastiques, la restauration des habitats au service de la biodiversité. La loi devrait aussi créer une instance (*Office for Environmental Protection*) chargée de contrôler la bonne application de ces principes.

Le Gouvernement renforce son action en matière de protection de la biodiversité – [l'initiative gouvernementale Darwin](#), destinée à protéger la biodiversité mondiale, vient d'être abondée à hauteur de 60M£ (total de 90M£). Ces fonds devraient permettre de mieux protéger certaines espèces d'animaux et de plantes menacées comme le tigre du Bengale, le rhinocéros noir, les coraux ou encore les mangroves. Le Gouvernement a également pris l'engagement, un an après le sommet international sur le trafic d'espèces sauvages tenu à Londres, d'augmenter le financement de la lutte contre le trafic d'espèces sauvages (+ 30M£). Ces fonds permettront notamment, en lien avec les pays concernés, de mieux former les rangers, de renforcer l'arsenal législatif en matière de braconnage et de participer à des projets au bénéfice des communautés locales. Ces deux annonces déclinent une partie des

engagements (220M£ au total) pris par B. Johnson le mois dernier visant à mieux protéger la biodiversité dans le monde.



La franchise ferroviaire Northern est sur le point d'être nationalisée – il s'agirait de la seconde nationalisation en quelques mois après celle d'East coast. Northern (filiale d'Arriva UK Trains) est la seconde franchise la plus importante au RU, opère aujourd'hui 2 800 trains quotidiens principalement dans le Nord de l'Angleterre. Arriva UK Trains elle-même filiale d'Arriva détenue par la Deutsche Bahn, pourrait toutefois continuer à proposer certains services de train. Le processus de nationalisation pourrait prendre plusieurs mois mais constitue déjà une surprise pour le Gouvernement conservateur, qui avait privatisé le réseau ferroviaire au début des années 1990. Le ministre des Transports Grant Shapps a justifié cette décision par les nombreux retards et problèmes d'exploitation. Il rejoint le maire de Manchester Andy Burnham et Transport for the North, l'autorité organisatrice des transports pour le Nord de l'Angleterre, qui appellent également à la nationalisation. Une revue complète du système des franchises ferroviaires (*Williams review*) devrait être publiée d'ici la fin de l'année. Northern s'est contentée d'expliquer les mauvais résultats par des travaux d'infrastructures, des grèves et une croissance économique moins importante que prévue.

4 compagnies maritimes vont recevoir 86M£ pour de nouveaux services en cas de no deal - pour faire face à un éventuel no-deal, le Gouvernement britannique a fait appel à 4 compagnies maritimes (Britanny Ferries, DFDS, P&O et Stena Line) pour assurer le transport de médicaments dits vitaux, en cas de fortes perturbations entre le RU et le continent. Ces 4 compagnies pourront transporter l'équivalent de 2 500 poids-lourds par semaine pendant 6 mois à compter du 31 octobre. Cet accord fait suite à un premier accord (100M£), adopté en début d'année pour faire face au risque de no-deal au 31 mars. L'absence de no-deal au 31 mars a toutefois donné lieu au paiement de lourdes pénalités par le Gouvernement (50M£) dont 33M£ attribués à Eurotunnel qui contestait la légalité de cette décision. Les frais d'annulation devraient cette fois être fixés à 11,5M£ et porteront sur 13 nouvelles liaisons maritimes moins exposées au risque de perturbations que pourraient connaître Douvres et Folkestone.



Le Gouvernement s'associe à l'entreprise Arm et investit 36M£ pour mieux résister aux cyberattaques – Le gouvernement a conclu un partenariat avec Arm, filiale du géant japonais Softbank et entreprise spécialisée dans l'internet des objets, pour développer une nouvelle technologie de puce plus résistante aux cyberattaques. Le gouvernement a alloué 36M£ au nouveau projet, à travers le deuxième volet de la *Digital Security by Design Initiative*. Cette initiative, lancée en juillet dernier a pour but d'inviter les entreprises privées à travailler sur des problématiques cybersécuritéaires. A l'époque, 190mn£ avait été débloqués, moitié par des entreprises privées comme Google et Microsoft, moitié par le gouvernement à travers les fonds dédiés à sa stratégie industrielle. En parallèle de son partenariat avec Arm, le gouvernement a aussi dévoilé un nouveau *Prosperity Partnership* entre Toshiba Research Europe, l'Université de Bristol et GCHQ pour développer des réseaux sans fil plus résilients. Le gouvernement a également annoncé un autre investissement de 18mn£ cette semaine, pour s'attaquer aux atteintes à la vie privée en ligne, aux campagnes de désinformation et à la fraude en ligne.

Hull devient la 1ère ville intelligente britannique grâce son propre système d'exploitation – La ville de Hull est la première ville britannique à s'équiper de son propre système d'exploitation, CityOS, développé par l'entreprise Connexin avec le soutien de Cisco. CityOS a vocation à centraliser tous les services de la ville intelligente autour d'un système central commun, au fur et à mesure de leur développement. Les données sur la circulation routière, l'éclairage intelligent et la gestion des déchets seront toutes gérées depuis CityOS, afin d'améliorer la performance des services publics et le fonctionnement global de la ville.

L'Université de Bristol veut créer un centre d'innovation en technologies quantiques – Annoncé pour la première fois en 2017, l'Université de Bristol a réaffirmé vouloir créer un centre d'innovation en technologies quantiques, avec l'aide de nouveaux financements de la *West of England Combined Authority*. Un projet pilote va d'abord être développé ces six prochains mois. Le centre a vocation à accueillir des chercheurs, entreprises et universitaires spécialisés dans les technologies quantiques. *Airbus Defence and Space* et *Boeing Defence UK* sont partenaires du projet, qui espère aboutir à la création de 360 nouveaux emplois ces dix prochaines années.

Londres cartographie ses conduits souterrains – L'entreprise de service informatique 1Spatial conduit un projet pilote pour la Greater London Authority, qui consiste à créer une carte numérique des conduits souterrains londoniens. 1Spatial va recenser l'ensemble des objets souterrains, comme les câbles et les tuyaux. Cela devrait permettre d'éviter les accidents et perturbations causées lorsque ces derniers sont endommagés par inadvertance lors de travaux. Le coût de ces erreurs est en effet estimé à 1,2mds£ par an. Le projet pilote devrait coûter 3,9mn£. La Geospatial Commission participe à son financement, elle espère ainsi tester la faisabilité de la création d'un registre national souterrain.



Les allégations de harcèlement sexuel atteignent un niveau quasi-record dans les cabinets d'avocat londoniens – Les cas de harcèlement sexuel recensés dans les cabinets d'avocat londoniens cette année auprès du régulateur de la profession, la *Solicitors Regulation Authority*, ont atteint un niveau proche du record de l'année dernière. Les dépôts de plaintes, 43 de novembre 2018 à août 2019, sont en nette augmentation depuis le début du mouvement #MeToo, lequel avait débouché sur la création d'une unité spéciale au sein du régulateur pour traiter ces signalements. Certaines plaintes concernent des cabinets londoniens de premier plan, dont Baker & McKenzie, Allen & Overy et Freshfields Bruckhaus et Deringer.

Les PMI des services indiquent une dégradation de l'activité en septembre – Les PMI des services ont indiqué une contraction de l'activité en lien avec les incertitudes croissantes à l'approche du 31 octobre. L'indice des services (55 % de l'économie) indique une baisse brutale de l'activité à son plus bas niveau depuis juillet 2016 (après le référendum) et une réduction des effectifs des entreprises services (une première depuis 5 mois). Le volume de nouveaux contrats a baissé pour le sixième mois en 2019 et les suppressions d'emplois sont à un niveau record depuis août 2010.



Les prévisions de croissance en Irlande du Nord ont été révisées à la baisse en 2019 et 2020 – Danske Bank a abaissé ses prévisions de croissance en Irlande du Nord à 0,9 % en 2019 et 1 % en 2020 dans le cas d'une sortie avec accord. Danske Bank prévoit toutefois une solide croissance de la consommation des ménages, qui resterait néanmoins insuffisante pour compenser le ralentissement des investissements et du rythme de créations d'emplois imputables à l'incertitude occasionnée par le Brexit. Le Gouvernement britannique a par ailleurs annoncé allouer 163 M£ aux autorités locales nord-irlandaises du *Mid South West* et de *Causeway Coast and Glens* pour soutenir la croissance locale et la création d'emplois. Cet investissement, qui s'inscrit dans le cadre du nouveau fonds de 300 M£ « *UK Growth Deals fund* », s'ajoute aux 400 M£ déjà investis par le gouvernement britannique à Belfast et Derry-Londonderry.



Dyson abandonne son projet de commercialiser son propre véhicule électrique – [James Dyson](#), le PDG de l'entreprise Dyson, plus connue pour ses aspirateurs, a annoncé dans une lettre aux employés que l'entreprise allait abandonner son projet de commercialisation de véhicules électriques. La branche électrique qui emploie 500 employés au RU et

quelques dizaines à Singapour devait lever près de 2Md£ pour construire le véhicule et travailler sur les batteries. Un premier véhicule électrique Dyson a vu le jour mais ne sera pas commercialisé car considéré comme non viable du point de vue économique. Le groupe Dyson continuera cependant à travailler sur les batteries et devrait réaffecter une partie des personnels dans les autres branches de l'entreprise.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service économique régional de Londres (adresser les demandes à : londres@dgtresor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service économique régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



Rédigé par : Gautier Houel (énergie, climat, environnement), Pauline Mazurier-Nolin (transports et industrie), Laura Guenancia (services et régions) et Claire Bucher (numérique)



Contact : Christian Fatras, Conseiller économique, christian.fatras@dgtresor.gouv.fr



Suivez-nous sur Twitter : [@FRTreasury_UK](https://twitter.com/FRTreasury_UK)